



PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Direction
Départementale
des Territoires
Ardèche
Direction

**Commission départementale consultative des gens du voyage
Privas le 31 mars 2021**

Relevé de décisions et principaux échanges

Personnes présentes (en visioconférence et présentiel)

NOM	Structure
M. Devimeux	Préfet
M. Leverino	Sous-préfet de Largentière
Mme Arrighi	SG Préfecture
M. Graule	DDT
M. Cano	DDT
Mme Pacaud	DDT
Mme Bouchet	DETSPP
M. Jaillet	DETSPP
Mme Rousson	Parquet de Privas
M. Cotta	Conseil Départemental
M. Faury	CAF
Mme Chaillan	SG DSDEN
M. Bastide	Représentants collectivités
Mme Gonnet-Tabardelle	Représentants collectivités
M. Gaillard	Représentants collectivités
Mme Paysserand	Représentants collectivités
Mme Le Diger'her	Représentant gens du voyage
Mme Bompard	Représentant gens du voyage
M. François	Association ARTAG
Mme Plancot	Association Animation Sociale Aubenas
M. Léouzon	Association Animation Sociale Aubenas
M. Khelifi	Mairie Tournon

EXCUSES

M. Dubay	Représentants collectivités
Mme Gaucher	Représentants collectivités
M. Roudil	Sous-préfet de Tournon

En introduction, **M. le préfet** précise les contraintes sanitaires liées au COVID 19 qui conduisent à une réunion réalisée en grande partie en distanciel (visioconférence) . Malgré ce contexte, il est souhaité que les échanges soient bien présents et de ne pas hésiter à prendre la parole.

Il rappelle les objectifs de cette commission et plus particulièrement - pour cette séance - la présentation de la situation actuelle des aires d'accueil, ainsi que le suivi de l'avancement du schéma départemental des gens du voyage approuvé fin 2019 par l'État et le Département.

M.Cotta, conseiller départemental, représentant le Département, confirme l'intérêt et l'implication du Département dans la bonne mise en œuvre du schéma sur ses différents volets.

La DDT constate que le quorum pour que la commission siège valablement est atteint.

En première partie de réunion, il est rappelé le contexte réglementaire qui encadre la composition, le rôle et le fonctionnement de la commission. . La composition de la commission a été revue et approuvée par un arrêté préfectoral récent transmis aux membres (prise en compte de nouveaux membres suite aux élections municipales).

Point sur l'avancement des aires permanentes d'accueil imposées par la loi et inscrites au schéma.

Il est rappelé que sur 167 places à créer selon les directives du schéma départemental, 55 seulement le sont réellement à ce jour.

La situation pour chaque territoire concerné par le schéma est passée en revue (7 EPCI / 9 communes de + 5000 habitants), un focus plus particulier est réalisé sur cinq secteurs.

DRAGA / Bourg Saint Andéol : la localisation de l'aire (inscrite au schéma actuel) n'est plus d'actualité compte-tenu des coûts prévisionnels. Le sujet est en cours de réexamen par la commune et l'EPCI. Une étude est en cours pour retenir 2 ou 3 sites potentiels et en valider un au plus tôt.

CA ARCHE / Tournon-sur-Rhône : l'aire va bientôt ouvrir (fin avril), un règlement intérieur est en cours d'élaboration, présence d'un médiateur envisagé.

CAPCA / La Voulte et Privas : **M. le préfet** interroge la représentante de l'EPCI sur les raisons de la fermeture de l'aire de la **Voulte-sur-Rhône** et l'avancée du projet d'aire sur son territoire.

Pour des raisons techniques, **Mme Paysserand** n'ayant pas pu répondre lors de la commission, il lui est proposé de préciser son intervention par mail ultérieurement. Celui-ci est repris littéralement dans ce compte-rendu : « *Suite à l'abandon du projet des travaux de réhabilitation de l'aire d'accueil des gens du voyage et à l'abaissement de la population (en dessous de 5 000 habitants), un arrêté a été déposé par la Mairie de La Voulte sur Rhône le 23/11/2020, pour la fermeture définitive de l'aire sur cette commune (l'aire était déjà fermée depuis janvier 2018). La CAPCA a ensuite délibéré le 10/02/2021, la désaffectation de l'aire des gens du voyage située à La Voulte sur Rhône afin que cette commune puisse librement utiliser cet équipement pour un projet communal. La commune de Privas devait se doter de 10 places quartier Lancelot, mais à l'automne 2020, l'ancien Préfet de l'Ardèche n'était pas satisfait de cet emplacement. À ce jour, nous continuons nos recherches d'un terrain sur le territoire ou avec un autre EPCI. »*

M.Cano (DDT) rappelle en séance les arguments présentés (a posteriori) par la collectivité à la DDT et à la DDCSPP (chargée de l'aide à la gestion des aires) lors d'un récent comité technique du schéma.

M.Cotta (Conseil départemental) reprend aussi ce sujet en faisant part de sa surprise sur cette décision peu discutée et assez soudaine, qui a des répercussions sur les capacités d'accueil des gens du voyage du secteur.

M. le préfet demande à **Mme la Secrétaire générale** de suivre ce dossier.

ARC / Le Teil : rappel de la situation non satisfaisante de l'aire du Teil qui est occupée par des familles désormais totalement sédentaires, l'aire ne remplit plus ses missions premières d'accueil de gens du voyage en situation de voyager. Le sujet est aussi connu par la MOUS Gens du Voyage sédentaires.

CCRC / St-Péray et Guilherand-Granges : le terrain est bien localisé mais la mise en œuvre de l'aménagement nécessite au préalable l'acquisition de parcelles auprès de propriétaires privés, des négociations amiables sont en cours.

Plan de relance 2021-2022

Le Plan de relance mobilise 20 millions € à l'échelle nationale, à destination des EPCI, afin de réhabiliter les aires permanentes d'accueil. Malgré une large diffusion du message vers les collectivités concernées, il est observé qu'il n'y a pas de retours ni de besoins exprimés à ce jour.

Aire de grand passage

Un point d'avancement du projet d'aire de grand passage sur la commune de Lablachère est fait par la DDT. **M. le sous-préfet de Largentière** précise la situation et le projet qui nécessitera la mise en place d'une étude environnementale ainsi que l'entretien récent qu'il a eu avec les propriétaires des parcelles concernées par le projet actuel et qui devront faire connaître leur intention (de vendre ces parcelles). **M. le préfet** demande à suivre le dossier de près.

M.le Préfet demande aux représentants des gens du voyage s'ils ont été consultés sur la localisation de l'aire, ceux-ci répondent négativement.

M.Cotta rappelle que le Département a donné son accord de principe pour céder un délaissé routier (RD 104) qui participe à ce projet.

Accompagnement à la sédentarisation (MOUS Gens du voyage sédentaires)

Un point d'avancement est fait sur les 3 territoires concernés (Bassin d'Aubenas, Annonay et Ardèche Rhône Coiron) par la Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) en charge du suivi des ménages souhaitant se sédentariser.

M. Cotta (Conseil départemental) met en exergue les réalisations projetées par la communauté d'agglomération Annonay-Rhône-Agglomération pour plusieurs situations de familles sédentaires, cela avec le soutien et le rôle important de la MOUS. Il souhaite vivement que ce type de solutions essaime sur l'ensemble du territoire ardéchois.

M. Cotta indique également que le Département a modifié les conditions d'accès à son Fond unique logement (FUL) pour permettre aux ménages gens du voyage de bénéficier d'aides financières/accompagnement à l'entrée dans les lieux d'un logement.

M. François directeur de l'ARTAG (opérateur de la MOUS), rappelle que la question centrale pour la réussite d'un projet de relogement est le foncier « à dégager » ou à mobiliser, ainsi que l'acceptabilité sociale du projet par la collectivité notamment. Le rôle et l'implication des collectivités sont donc déterminants pour la réussite de ces projets.

Après ces échanges et en conclusion, **M. le Préfet** insiste fortement sur l'attention et l'attachement que l'État porte sur la bonne mise en œuvre du schéma par les collectivités, cela sur l'ensemble de ses volets, et souhaite qu'en 2025 les aires soient réalisées.